

Faire du Québec une société apprenante apte à s'adapter à un marché du travail en évolution

Action concertée thématique

En résumé

Année de concours :	2024-2025
Volet offert :	Synthèse des connaissances
Date limite (prédemande) :	Mercredi le 24 janvier 2024, 16 h
Date limite (demande) :	Mercredi le 10 avril 2024, 16 h
Montant total disponible :	950 000 \$ (incluant les FIR)
Durée du financement :	12 mois
Annnonce des résultats :	Semaine du 10 juin 2024

Proposé par :

**Le ministère de l'Économie, de l'innovation et de l'Énergie (MEIE)
et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC)**

Avec la collaboration du :

**Ministère de l'Éducation du Québec (MEQ)
Ministère de l'Enseignement supérieur (MES)
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)**

Table des matières

1. Objectifs.....	3
2. Contexte	3
3. Besoins de recherche.....	5
4. Conditions du concours et du financement.....	9
6. Processus et critères d'évaluation.....	12
7. Dépôt de la prédemande et de la demande de financement.....	14
8. Dates importantes	16
9. Renseignements.....	16
10. Annexe 1 – Précisions sur les documents à joindre dans les formulaires.....	17
11. Annexe 2 – Propriété intellectuelle.....	20
12. Annexe 3 – Dépenses admissibles	21

1. Objectifs

Le Fonds de recherche du Québec — Société et culture (FRQSC), le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) ainsi que leurs collaborateurs, les ministères de l'Éducation du Québec (MEQ), de l'Enseignement supérieur (MES) et de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) invitent la communauté scientifique à répondre à cet appel de propositions visant à améliorer les connaissances sur les stratégies, outils et moyens qui permettront de poursuivre l'établissement d'une culture de l'apprentissage tout au long de la vie au Québec.

Plus spécifiquement, les résultats des synthèses des connaissances financés devront permettre d'avoir une meilleure connaissance et compréhension, grâce aux analyses critiques :

- Des différents cadres nationaux de compétences et des référentiels de compétences à acquérir en milieu scolaire ou en emploi qui ont été développés et qui sont actuellement disponibles ou utilisés ;
- Des mécanismes, outils et pratiques pour reconnaître les compétences issues des parcours d'apprentissage (scolaires et professionnels) des individus ;
- Des différentes pratiques de gestion prévisionnelle des compétences en milieu de travail (stratégies, leviers, outils) ;

Ultimement, ces connaissances contribueront à doter le Québec d'un cadre national des compétences et d'une plateforme commune desservant l'écosystème constitué des individus, des acteurs du marché du travail, des milieux de formation et de l'État afin de permettre une meilleure adéquation entre les besoins et ressources de chacun et chacune en matière de compétences.

2. Contexte

[Dans le cadre de la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027 \(SQRI²\)](#), le gouvernement du Québec fait part de sa volonté de « miser sur des secteurs d'avenir et des projets structurants » (axe 5, p.63) et de participer activement à la résolution de défis de société grâce à des solutions innovantes (action 12, p.68). C'est dans ce contexte que le grand défi visant à « *Faire du Québec une société apprenante au sein de laquelle chacune et chacun apprend tout au long de sa vie, afin de s'épanouir personnellement et professionnellement tout en répondant aux besoins du marché du travail en constante évolution et marqué par la rareté de main-d'œuvre* » (ci-après appelé GDSA pour *Grand défi société apprenante*) est né.

Dans une société québécoise en évolution, il apparaît essentiel pour les individus, les organisations, les entreprises et l'État, d'être en mesure de s'adapter rapidement pour faire face aux grands changements de société. Les enjeux du vieillissement de la population, l'intégration de nouvelles technologies reliées au numérique au sein des pratiques organisationnelles, autant sur le plan de la production que de la gestion¹ et la transition vers une économie verte², ont un impact sur le marché du travail et la main-d'œuvre.

Ce contexte favorise la poursuite d'une culture d'apprentissage tout au long de la vie dont les prémisses étaient déjà présentes dans la [Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de](#)

1 Virage numérique | Espace Stratégies (espacestrategies.com)

2 [Accélérer la transition verte : un plan unique au pays pour aider les PME québécoises — Canada.ca](#)

[formation continue](#) de 2002 qui nécessitera d'être révisée au cours des prochaines années. Cette culture de l'apprentissage tout au long de la vie est plus que jamais d'actualité. Elle s'inscrit dans un contexte où, sur le plan international, une réflexion politique sur l'apprentissage des adultes et l'éducation est en cours (Conférence sur l'apprentissage inclusif tout au long de la vie et rédaction du Manifeste de Bali, juillet 2023 ; tenue de CONFINTEA VII — septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes de l'UNESCO ayant donné lieu au [Cadre d'action de Marrakech \(MFA\) en 2022](#), le tout en suivi du [Programme de développement durable à l'horizon de 2030 de l'UNESCO, écrit en 2015](#) — et en attente du [Sommet des Nations Unies sur l'avenir](#), qui se tiendra en 2024). Tous s'entendent pour dire que nous sommes à un moment clé pour renforcer l'apprentissage et l'éducation ancrée dans des politiques inclusives qui respectent les divers besoins de tous les apprenants tout au long de la vie.

L'UNESCO définit la société apprenante comme une « communauté qui crée une culture d'apprentissage en développant une coopération efficace entre tous ses acteurs et qui soutient et motive les individus et les organisations à apprendre³ ». Ainsi, une telle culture d'apprentissage dans la société s'établit non seulement par la mobilisation des individus, mais aussi par celle des employeurs et des pouvoirs publics (État).

L'apprentissage tout au long de la vie au Québec, comme ailleurs, est un défi de développement social, culturel et économique. Une société plus éduquée crée de la richesse individuelle et collective, contribue au déploiement du plein potentiel de chaque citoyen et citoyenne et augmente la participation à la vie démocratique. Le développement des compétences et des connaissances chez les individus favorise l'émergence de nouvelles idées qui sont à la source de l'innovation et des progrès technologiques, eux-mêmes gages de prospérité.

Afin de répondre au GDSA et aux enjeux mentionnés précédemment, est envisagé le développement d'une plateforme numérique unique, répondant aux besoins des individus, des employeurs, des milieux de formation et à ceux de l'État. En effet, il s'avère primordial de soutenir les personnes apprenantes, les entreprises, les organisations, les milieux de formation et l'État par des solutions novatrices permettant la circulation et l'accès à des informations le plus possible en temps réel afin de permettre une prise de décision éclairée au moment opportun. Les personnes apprenantes ont besoin de connaître les compétences qui leur sont reconnues et celles qu'ils pourraient vouloir acquérir afin de réaliser leur plein potentiel. De plus, connaître les compétences qui sont actuellement ou qui seront éventuellement en demande sur le marché du travail constitue une information qui pourra contribuer à orienter leur réflexion. De leur côté, les entreprises et les organisations doivent pouvoir identifier et prévoir les compétences utiles à leur croissance et leur productivité. Les milieux de formation nécessitent aussi d'avoir une meilleure connaissance des compétences à offrir, qui tiennent compte des besoins des personnes apprenantes et de ceux du marché du travail. Enfin, l'État doit pouvoir compter sur des données fiables permettant d'avoir un portrait exhaustif et à jour en termes de compétences et de besoins afin d'utiliser les bons leviers pour soutenir le développement d'une société apprenante.

Au cours des dernières années, des initiatives ont pris forme au sein des Ministères afin de développer des outils technologiques susceptibles de répondre à certains besoins spécifiques. On peut penser à la [plateforme Québec emploi](#), qui permet aux personnes en recherche d'emploi et

³ CEDEFOP, [Terminologie de la politique européenne d'enseignement et de formation](#). Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2004.

aux employeurs de se rejoindre efficacement, en temps réel. D'autres phases de travaux sont envisagées afin d'améliorer cet outil. Du côté de l'éducation, on peut penser au [dossier scolaire de l'élève en ligne](#). À l'ère du numérique et des possibilités croissantes qu'offre la technologie, il y a lieu de se projeter vers l'avenir et d'entamer un travail de réflexion qui nous permettrait de rejoindre et de desservir efficacement tout l'écosystème constitué des personnes apprenantes, du marché du travail, des milieux de formation et de l'État, en plus de soutenir les services, professionnels et intervenants.

C'est dans cette optique que le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, (MEIE), le ministère de l'Enseignement supérieur (MES), le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et le ministère de l'Éducation (MEQ) se sont alliés afin d'amorcer une réflexion qui permettra de mettre en œuvre des solutions innovantes pour répondre au GDSA.

Les sujets pour lesquels des besoins de recherche ont été identifiés sont également reliés à la mise en œuvre des actions découlant du Rapport quinquennal 2018-2023 sur la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)⁴. Les résultats de recherche permettront ainsi d'alimenter la réflexion à cet égard.

L'apport de la recherche étant crucial dans l'atteinte du GDSA, au même titre que l'innovation, le MEIE, le MES, le MESS et MEQ ont choisi de faire appel au programme des « Actions concertées » du FRQSC afin de mettre à contribution l'expertise et la créativité de la communauté académique. Le présent concours s'inscrit dans ce contexte.

3. Besoins de recherche

3.1 Besoins de recherche spécifiques

Les besoins de recherche qui suivent sont directement en lien avec les objectifs et les retombées énoncés précédemment. Les propositions devront s'inscrire dans l'un ou l'autre des trois axes suivants (A, B, C) et explicitement répondre à tous les besoins qui y sont énoncés, en effectuant une synthèse des connaissances scientifiques et pratiques:

- A) Les cadres nationaux de compétences et les référentiels de compétences (nommé aussi profil de compétences ou encore taxonomie des compétences) utilisées dans l'écosystème du marché du travail et des milieux de formation.
- B) Les mécanismes, les outils et les pratiques qui se développent actuellement pour reconnaître la diversité des parcours d'apprentissage (scolaires et professionnels) des individus.
- C) La gestion prévisionnelle des compétences en milieu de travail et son arrimage avec un cadre national de compétences et la formation.

A) Les cadres nationaux de compétences et les référentiels de compétences utilisés dans l'écosystème du marché du travail et des milieux de formation.

Le besoin de se doter d'un langage commun, au Québec, afin d'améliorer l'adéquation entre les compétences recherchées par les individus, les employeurs et celles pouvant être acquises au sein

⁴ [Rapport quinquennal 2018-2023 sur la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre \(quebec.ca\)](#).

des milieux de formation est un point d’ancrage important pour le développement d’une plateforme numérique commune. Plusieurs définitions de ce qu’est une compétence co-existent actuellement. Du côté de l’éducation, on utilisera davantage les notions de « compétences disciplinaires » et de « [compétences transversales](#) » pour définir les acquis visés par les personnes apprenantes. Du côté de l’enseignement supérieur, la définition de ce qu’est une compétence sera différente et réfère davantage au « potentiel d’action d’une personne (savoir-agir) ; l’action dont il est question ici concerne l’accomplissement de tâches complexes (résolution de problèmes, prise de décision, réalisation de projets) en mobilisant les ressources appropriées (savoirs disciplinaires et stratégies) dans différentes situations »⁵, incluant les compétences transversales acquises par la formation générale. Enfin, du côté du marché de l’emploi, divers cadres et référentiels de compétences ont été développés au fil du temps et ceux-ci continuent d’évoluer. Ces cadres et référentiels peuvent viser les différentes professions et le marché de l’emploi en général ou certaines professions spécifiques, au Québec et dans différents contextes nationaux et internationaux.

Avec la situation actuelle du marché du travail qui comporte de nombreux défis, il devient de plus en plus essentiel de se doter d’un langage commun en ce qui a trait aux compétences, afin de faciliter la communication et la compréhension des attentes entre les différentes parties prenantes (individus, milieux de l’éducation, de l’enseignement supérieur, du marché de l’emploi et les différents ministères). À cet effet, une recension de la littérature et des pratiques quant aux cadres, référentiels, outils ou stratégies existants sur les compétences apparaît nécessaire en vue du développement potentiel d’une plateforme numérique intégratrice.

Ainsi, les propositions de synthèse critique des connaissances s’inscrivant dans cet axe devront permettre de répondre aux deux questions suivantes :

Besoin 1 : Quels sont les principaux types de cadres nationaux et référentiels de compétences utilisés et en cours de développement, tant du côté du marché du travail que de celui du milieu de l’éducation et de l’enseignement supérieur, au Québec, comme ailleurs ? Parmi ceux-ci, lesquels sont les plus efficaces ou prometteurs en réponse aux besoins d’informations et pourraient servir de base à la création d’un cadre national de compétences commun partagé par toutes les parties prenantes au Québec (individus, employeurs, milieux de formation et l’État) ?

Besoin 2 : Dans la mise en place de cadres nationaux ou internationaux de compétences, quelles sont les principales étapes à franchir, les défis à relever et leurs solutions ainsi que les dispositifs à mettre en œuvre pour en assurer l’évolution et la pérennité. De plus, quels sont les moyens et les stratégies à prévoir, tant légaux qu’administratifs, pour susciter l’adhésion et l’utilisation de ceux-ci par toutes les parties prenantes (individus, employeurs, milieux de formation et l’État) ?

B) Les mécanismes, les outils et les pratiques qui se développent actuellement pour reconnaître la diversité des parcours d’apprentissage (scolaires et professionnels) des individus.

5. <https://adesaq.ca/wp-content/uploads/2023/05/Referentiel-de-competences-ADESAQ-MAJ20181012.pdf>
https://www.bci-qc.ca/wp-content/uploads/2019/04/Competences-attendues-fin-grade-univ-1er-cycle-5_avril_2019-1.pdf

Au cours des dernières années, le paysage de la formation s'est grandement diversifié et complexifié. Ceci touche les ordres d'enseignement secondaire, collégial et universitaire, tant dans les parcours professionnels que techniques, en plus des formations qui se multiplient dans le secteur privé (notamment l'apprentissage en ligne). Différents diplômes, attestations, certifications et mécanismes de reconnaissance des acquis et des compétences existent, sans compter la reconnaissance des savoirs expérientiels qui se développent en dehors des milieux de formation. Dans ce contexte, il peut devenir difficile pour l'individu d'avoir une vision juste de ses compétences et de celles à acquérir pour atteindre son plein potentiel, tant sur le plan professionnel que personnel. L'employeur, tout comme les milieux de formation, se butent au même défi : comment reconnaître à leur juste valeur les acquis des individus et leurs compétences ? À cet effet, l'idée de développer un carnet de compétences individualisé (nommé aussi portfolio de compétences) ou un passeport de formation pour chaque individu fait son chemin et des pratiques sont à divers stades de développement, ici comme ailleurs. Enfin, l'État doit être en mesure d'observer l'écart entre les compétences actuelles et les compétences à acquérir pour que les individus puissent s'adapter aux besoins et à l'évolution du marché du travail. Ce faisant, l'État pourrait orienter ses décisions vers les meilleurs choix collectifs et développer des stratégies et programmes en fonction de ces informations.

Ainsi, les propositions de synthèse critique des connaissances s'inscrivant dans cet axe devront permettre de répondre aux deux questions suivantes :

Besoin 3 : Quels sont les outils et les mécanismes (p. ex., carnet de compétences, portefeuille de compétences et passeport de formation) les plus efficaces ou prometteurs qui sont mis en place ou en développement, ici comme ailleurs, afin de permettre la reconnaissance des acquis et des compétences tout au long du parcours scolaire et professionnels des apprenants ? Est-ce que certains sont mieux adaptés à certains types de parcours ou d'apprentissages ?

Besoin 4 : Quels sont les écueils connus et les solutions envisagées pour permettre la mise en place d'outils ou de mécanismes permettant une meilleure reconnaissance des compétences issues des parcours des individus en formation, en recherche d'emploi ou en emploi ?

C) La gestion prévisionnelle des compétences et son arrimage avec un cadre national de compétences et la formation.

Les choix que font les individus dans leur parcours de formation reposent sur une série de facteurs variés, dont celui des perspectives d'emploi lorsqu'il s'agit de développer des compétences en lien avec le marché du travail. De leur côté, les employeurs ont besoin d'avoir une connaissance des compétences à maintenir et à développer chez leurs employés et employées, tant pour favoriser la pérennité de leurs entreprises ou organisations qu'une gestion efficiente et efficace de leurs ressources humaines ainsi que pour permettre à leurs travailleurs et travailleuses de s'épanouir professionnellement par l'acquisition de nouvelles compétences. La gestion prévisionnelle des compétences apparaît comme une stratégie de choix, pouvant s'inscrire dans une planification stratégique et permettant de tenir compte des changements qui surviennent dans l'environnement économique, social, technologique et juridique. De leur côté, les milieux de formation gagnent à

avoir une connaissance actualisée des compétences recherchées par les individus et le marché du travail, incluant les compétences transversales relevant de la formation générale.

Ainsi, les propositions de synthèse critique des connaissances s'inscrivant dans cet axe devront permettre de répondre aux deux questions suivantes :

Besoin 5 : Quels types de stratégies ou d'outils peuvent être utilisés par les entreprises et organisations pour assurer une gestion prévisionnelle des compétences (p. ex. : gestion prévisionnelle des emplois et des compétences-GPEC—, gestion des emplois et des parcours professionnels-GEPP, etc.) ? Parmi ceux-ci, lesquels semblent les plus efficaces ou porteurs ? Certains sont-ils mieux adaptés à certains secteurs d'emploi ou caractéristiques organisationnelles ? Les étapes de développement et les défis à relever varient-ils selon le type d'entreprise ou d'organisation ?

Besoin 6 : Quels sont les leviers (p. ex. : lois, incitatifs, programmes, etc.) utilisés par les États, ici et ailleurs, pour favoriser le recours à un outil de gestion prévisionnelle des compétences par les entreprises et les organisations auquel pourrait s'arrimer le cadre national de compétences, le parcours des individus et les milieux de formation ? Certains sont-ils mieux adaptés à certains secteurs d'emploi ou à des caractéristiques organisationnelles ? Certains permettent-ils un meilleur arrimage entre le marché du travail et les milieux de formation ?

3.2 Autres aspects pour accroître la pertinence des propositions.

Afin d'améliorer la pertinence de leur projet dans le cadre du présent concours, les personnes qui souhaitent déposer une demande sont également invitées à inclure les aspects suivants ou à justifier leur absence, le cas échéant.

- Tenir compte de différentes populations selon :
 - Le genre.
 - L'âge.
 - Le niveau d'éducation.
 - Le niveau de compétence (littératie, numératie, numérique).
 - Les personnes faisant partie de groupes sous-représentés sur le marché du travail (les personnes handicapées, les personnes immigrantes, les membres des Premières Nations et les Inuits, les femmes sous-scolarisées, les personnes judiciarisées, les travailleurs expérimentés, les jeunes).
- S'assurer de couvrir les connaissances portant sur :
 - Les différents types d'entreprises et d'organisations.
 - Les différences entre les milieux urbains et les régions.
 - Les divers secteurs d'activité et les niveaux de scolarités requis.
 - Les données internationales, nationales et provinciales en contextualisant l'information pour le Québec.

4. Conditions du concours et du financement

Caractéristiques du concours

Volet	Durée	Nombre maximum de projets à financer/axe	Montant maximum du financement	Frais indirects de recherche (FIR)
Synthèse des connaissances	1 an	1	249 344\$	27 % du montant du financement

Informations supplémentaires

- Le début de la période de financement (subvention) est établi au 15 juin 2024 et pour une durée d'un an, incluant la production d'un rapport de recherche.
- Le montant du financement offert inclut les frais pour la participation à des activités de partenariat, de mobilisation, de transfert des connaissances et de diffusion de la recherche, y compris les rencontres de suivi et de transfert des connaissances organisées par le Fonds.
- Les frais indirects de recherche (FIR ; [Règles générales communes](#) [RGC], section 8.2) sont versés à l'établissement et s'ajoutent à ces montants.
- Les dépenses admissibles sont celles présentées dans les RGC. Les spécificités en lien avec ce concours sont présentées à l'annexe 3 « Dépenses admissibles ».
- Les chercheuses et chercheurs de collège titulaires d'un Ph. D. et inscrit.e.s dans une demande de financement à titre de chercheuse principale ou chercheur principal ou de cochercheuse ou cochercheur peuvent bénéficier des financements suivants offerts dans le cadre du programme [Soutien à la recherche au collégial](#) : Dégagement de tâches d'enseignement et Supplément statutaire. Les personnes qui désirent se prévaloir de ce supplément sont invitées à lire les règles complètes de ce programme et à consulter l'annexe 1 « Précisions sur les documents à joindre dans les formulaires ».

Autres conditions du concours

- Cette *Action concertée* est soumise à l'ensemble des règles établies par les FRQ dans leurs [RGC](#) et dans le [programme Actions concertées](#) du FRQSC. Seules les conditions particulières visant l'*Action concertée* : *Le défi de la société apprenante* sont indiquées dans ce document et prévalent.
- Ce concours d'Action concertée permettra d'offrir un maximum de 3 subventions dans le volet « Synthèse des connaissances ».

- **Dans le cadre de ce concours, une (1) prédemande et une (1) demande de financement peuvent être déposées à titre de chercheuse principale ou de chercheur principal, tous volets confondus.**
- Il est permis de participer à titre de cochercheur ou cochercheuse à plusieurs projets déposés ou financés dans le cadre de ce programme. Néanmoins, la pertinence ainsi que la faisabilité de ce type de participation multiple seront soumises à l'attention du comité d'évaluation.
- Les personnes candidates sont invitées à consulter la section 3.6 des RGC pour la langue de rédaction de la prédemande et de la demande de financement ainsi que des documents soumis.

Admissibilité

L'admissibilité de la prédemande et de la demande de financement ainsi que des personnes candidates est déterminée par le Fonds sur la base des informations et des documents reçus à l'heure et à la date limites du concours. Elle doit également être maintenue pendant toute la durée du financement, en cas d'octroi. À tout moment du processus, une candidature peut être déclarée non admissible.

La définition des statuts en recherche et des rôles est présentée dans les RGC, à la section « Définitions – statuts et rôles ».

Chercheur principal ou chercheuse principale⁶

Seules les personnes répondant aux statuts suivants se qualifient pour ce rôle :

- Chercheur ou chercheuse universitaire (statut 1)
- Chercheur universitaire clinicien ou chercheuse universitaire clinicienne (statut 2)
- Chercheur ou chercheuse de collège titulaire d'un Ph. D. (statut 3, mais titulaire d'un Ph. D.)⁷

Cochercheurs ou cochercheuses

Il peut s'agir de personnes répondant aux statuts suivants :

- Chercheur ou chercheuse universitaire (statut 1)
- Chercheur universitaire clinicien ou chercheuse universitaire clinicienne (statut 2)
- Chercheur ou chercheuse de collège titulaire d'un Ph. D. (statut 3, mais titulaire d'un Ph. D.)
- Autres statuts en recherche (statut 4)
 - 4a) Chercheur ou chercheuse d'un établissement gouvernemental reconnu par les FRQ
 - 4b) Chercheur ou chercheuse d'une organisation du secteur gouvernemental non reconnue par les FRQ ou privé
 - 4c) Personne des milieux de pratique
 - 4e) Personne contribuant à titre individuel

⁶ Sauf pour les personnes retraitées qui ne peuvent agir qu'à titre de cochercheuse ou cochercheur (statuts 1 et 2).

⁷ Personne titulaire d'un Ph. D. employée pour l'équivalent d'une tâche à temps plein dans les établissements d'enseignement collégial reconnus par les FRQ pour gérer du financement et les centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT). Cette personne doit en outre avoir l'autonomie professionnelle nécessaire pour diriger des projets de recherche et occuper : i) un poste d'enseignant ou enseignante dans un établissement d'enseignement collégial, OU ii) un poste de chercheur ou chercheuse dans un CCTT, OU iii) un poste dans un établissement d'enseignement collégial dont la tâche est composée d'au moins 75 % d'activités de recherche.

Collaborateurs ou collaboratrices

La chercheuse principale ou le chercheur principal peut s'adjoindre des collaboratrices et collaborateurs répondant à tous les statuts relatifs aux subventions des RGC. Les chercheurs et les chercheuses hors-Québec ne peuvent se prévaloir d'aucun autre rôle que celui de collaborateur ou de collaboratrice. Quant aux personnes répondant aux statuts en formation tels que définis par les RGC, elles ne sont pas admissibles à ce rôle.

À l'étape de la demande complète, la chercheuse principale ou le chercheur principal doit présenter, dans les documents soumis pour évaluation, le rôle et la contribution spécifique de chacune de ces personnes.

Conditions du financement

- Cet appel de propositions s'inscrivant dans le cadre du *programme Actions concertées*, les équipes financées **devront** participer aux **rencontres de suivi** biannuelles prévues dans le programme. Aux rencontres sont conviés les membres des équipes financées, les partenaires de l'Action concertée et un ou plusieurs membres du FRQSC. Organisées et animées par le FRQSC, ces rencontres permettent de comprendre les projets en cours, de suivre leur évolution et d'envisager au fur et à mesure les retombées possibles des résultats. Généralement tenues par visioconférence, ces rencontres pourraient aussi se tenir en personne. Elles se déroulent en français et les documents préparés spécifiquement pour la rencontre devront être rédigés en français. Le refus d'y participer pourrait entraîner une suspension des versements du financement.
- Les personnes titulaires d'un financement à la suite de ce concours devront indiquer, dans tout rapport, article ou communication ce qui suit : « Cette recherche menée dans le cadre du programme *Actions concertées* a été financée grâce à un partenariat entre le Fonds de recherche du Québec — Société et culture et le MEIE, avec la collaboration du MES, du MESS et du MEQ. »
- Un **rapport de recherche**, présentant les résultats du projet, doit être déposé au terme de la subvention. Ce rapport devra être rédigé en français et s'inspirer du [Guide de rédaction du rapport de recherche des Actions concertées](#). Le titre et le résumé du projet pourraient être utilisés à des fins de promotion et de diffusion par le Fonds. Une portion représentant 25 % de la subvention sera retenue jusqu'à l'approbation de ce rapport par le FRQSC.
- Après le dépôt du rapport de recherche, le FRQSC et ses partenaires organiseront une **rencontre de transfert** des connaissances visant à faire connaître les résultats à un public plus large de personnes utilisatrices potentielles. Cette rencontre se tient généralement par visioconférence et se déroule en français. Les documents préparés spécifiquement pour cette rencontre devront être rédigés en français. Les chercheuses principales ou chercheurs principaux des projets financés sont tenus d'y participer.
- Un **rapport final** (de nature administrative) devra également être soumis, mais dans un second temps, soit 6 à 9 mois après le dépôt du dernier rapport financier annuel, afin de permettre au Fonds et à ses partenaires de documenter l'impact des financements offerts. Ce rapport devra être rédigé en français.
- Les publications évaluées par les pairs qui découleront des travaux de recherche rendus possibles par cet octroi devront être diffusées en libre accès immédiatement (sans embargo), sous licence ouverte, conformément à la [Politique de diffusion en libre accès](#) des FRQ (révisée en 2022).

6. Processus et critères d'évaluation

Les personnes intéressées par le présent concours doivent obligatoirement remplir le formulaire de prédemande et de demande de financement correspondant au volet choisi dans le Portfolio électronique FRQnet de la chercheuse principale ou du chercheur principal.

Le processus d'évaluation se déroulera en deux étapes :

- L'évaluation de pertinence (prédemande) — évaluation par les partenaires de l'Action concertée
- L'évaluation scientifique (demande de financement) — évaluation par les pairs

Seules les personnes dont la candidature est retenue à l'étape d'évaluation de pertinence (prédemande) seront invitées à déposer une demande de financement complète.

Pour connaître le fonctionnement et les objectifs spécifiques à chacun de ces comités d'évaluation ainsi que pour de plus amples renseignements à propos de la préparation et de l'évaluation des demandes, on peut consulter les règles du programme *Actions concertées* ainsi que les RGC (articles 4.4 et 4.5).

Par ailleurs, les personnes candidates sont invitées à prendre connaissance de la [Grille de signification des notes du FRQSC](#), utilisée par les comités d'évaluation.

Évaluation de la prédemande

L'approbation institutionnelle n'est pas requise à l'étape de la prédemande.

Nous suggérons néanmoins aux personnes intéressées d'informer leur bureau de la recherche aussitôt que possible de leur intention de déposer une prédemande dans ce concours.

La prédemande est une étape éliminatoire et elle est assortie d'un seuil global de passage de 70 %.

Les critères et sous-critères d'évaluation pour les prédemandes sont les suivants :

Synthèse des connaissances		
Critères	Sous-critères	Pondération
Adéquation du projet aux objectifs et aux besoins énoncés dans l'appel de propositions	<ul style="list-style-type: none"> • Pertinence du projet au regard des objectifs de l'appel de propositions • Réponse du projet aux besoins inscrits dans l'appel de propositions • Effort d'appropriation des besoins énoncés dans l'appel de propositions 	<p>60 points</p> <p>Ce critère est assorti d'un seuil de passage de 70 %.</p>
Retombées anticipées	<ul style="list-style-type: none"> • Applicabilité des résultats attendus • Impact potentiel des retombées pour l'orientation et l'application de politiques et de programmes publics 	25 points
Mobilisation des connaissances	<ul style="list-style-type: none"> • Ampleur et qualité du plan de mobilisation des connaissances auprès des différents utilisateurs potentiels des résultats de la recherche, incluant les partenaires de l'Action concertée 	15 points

Les recommandations du comité de pertinence seront transmises au comité d'évaluation scientifique. Les personnes qui déposent une demande de financement doivent donc tenir compte des suggestions et des commentaires proposés à cette étape. Sinon, elles doivent justifier, dans la demande de financement, leur choix de ne pas le faire.

Évaluation de la demande de financement

L'approbation institutionnelle est obligatoire à l'étape de la demande de financement.

L'évaluation des demandes est assortie d'un seuil de passage de 70 %.

Stratégie de financement

Dans le cadre du présent concours, l'attribution des subventions sera déterminée en fonction de la mise en rang des demandes déposées par axe (maximum d'une subvention par axe). Cet ordonnancement final des demandes par axe est le résultat de l'analyse effectuée par le comité d'évaluation scientifique sur la base des critères d'évaluation scientifique présentés plus bas.

Les critères et sous-critères d'évaluation pour les demandes de financement sont les suivants :

Synthèse des connaissances		
Critères	Sous-critères	Pondération
Projet	<ul style="list-style-type: none"> • Originalité et contribution à l'avancement des connaissances dans le domaine • Clarté de la problématique, pertinence de l'approche théorique et précision des objectifs poursuivis • Pertinence, rigueur et justification de l'approche méthodologique • Réalisme des prévisions budgétaires et du calendrier • Prise en compte des commentaires du comité de pertinence 	50 points Ce critère est assorti d'un seuil de passage de 70 %
Compétences	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité des expériences et des réalisations de l'équipe (activités de transfert, communications, colloques, encadrement d'étudiantes et d'étudiants, publications, subventions, etc.) • Démonstration de l'arrimage entre l'expertise présente au sein de l'équipe et le projet 	20 points
Retombées anticipées et stratégie de mobilisation des connaissances	<ul style="list-style-type: none"> • Démonstration du potentiel et de la portée des résultats attendus pour l'intervention, la gestion et la prise de décision • Stratégie de mobilisation des connaissances (moyens proposés, publics ciblés — académiques, utilisateurs et utilisatrices — incluant les partenaires de l'Action concertée, etc.) 	20 points
Formation	<ul style="list-style-type: none"> • Diversité des activités proposées dans le projet pour former la relève étudiante à la recherche, et variété des tâches et des responsabilités qui lui seront confiées 	10 points

7. Dépôt de la prédemande et de la demande de financement

L'ensemble des documents requis dans le cadre de ce concours devra être déposé selon les modalités décrites plus bas, et ce, au plus tard à la date et l'heure de clôture du concours. Aucun rappel ne sera fait et aucun document ne pourra être ajouté après la date et l'heure de clôture du concours.

Un dossier ne présentant pas tous les documents requis à l'intérieur des délais prescrits est déclaré non admissible par le Fonds.

Les instructions ainsi que le nombre de pages permises pour chacune des sections sont spécifiés directement dans les formulaires de prédemande et de demande de financement.

Les précisions quant au contenu des documents à joindre sont présentées à l'annexe 1. Veuillez consulter le document [Normes de présentation des fichiers joints \(PDF\)](#) aux formulaires FRQnet pour mettre en forme les fichiers à joindre à la demande.

DOCUMENTS REQUIS POUR LA PRÉDEMANDE

- CV commun canadien et fichier joint des contributions détaillées du chercheur principal ou de la chercheuse principale⁸
- Formulaire électronique de prédemande dûment rempli, incluant les fichiers PDF suivants, à joindre aux sections concernées :
 - Description du projet ou de la programmation
 - Bibliographie
 - OPTIONNEL : Lettres d'appui des partenaires

DOCUMENTS REQUIS POUR LA DEMANDE DE FINANCEMENT

- CV commun canadien et fichier joint des contributions détaillées du chercheur principal ou de la chercheuse principale **ET** des cochercheurs et cochercheuses répondant aux statuts 1, 2 et 3⁹
- Formulaire électronique de demande de financement dûment rempli, incluant les fichiers PDF suivants, à joindre aux sections concernées :
 - Description du projet ou de la programmation
 - Bibliographie
 - Justification des dépenses prévues
 - OPTIONNEL : Lettres d'appui des partenaires.

S'ajoutent les documents suivants à l'étape de la demande de financement, selon la composition de l'équipe :

- CV abrégé de chaque cochercheur ou cochercheuse répondant au statut 4¹⁰
- Lettre de motivation ou d'intérêt à participer au projet pour chaque cochercheur ou cochercheuse répondant au statut 4e)
- Lettre pour chercheur ou chercheuse à la retraite
- Lettre pour chercheur ou chercheuse sous octroi
- Lettre pour chercheur-clinicien ou chercheuse-clinicienne
- Justification pour chercheur ou chercheuse de collègue

⁸ Prédemande : Seuls le curriculum vitæ ([CV commun canadien](#)) et le fichier joint des [contributions détaillées](#) de la chercheuse principale ou du chercheur principal sont exigés à ce stade. Il est requis de joindre le CV commun canadien (format FRQSC) et le fichier .PDF des contributions détaillées à la section « CV commun canadien » du Portfolio électronique FRQnet. La personne candidate doit s'assurer que ceux-ci sont à jour. Les CCV transmis avant le 1er juin de l'année civile précédente ne sont pas valides.

⁹ Demande de financement : Le curriculum vitæ ([CV commun canadien](#)) et le fichier joint des [contributions détaillées](#) de la chercheuse principale ou du chercheur principal et des cochercheurs et cochercheuses sont exigés à ce stade. Les CCV (format FRQSC) et les fichiers joints des contributions détaillées doivent être à jour..

¹⁰ Le CV abrégé de chaque cochercheur ou cochercheuse répondant au statut 4 des RGC, doit être transmis au chercheur principal ou à la chercheuse principale qui les regroupera en un seul fichier PDF. Chaque CV abrégé doit respecter les [règles de présentation du CV abrégé](#).

Précision pour le consentement des cochercheurs et cochercheuses

À l'étape de la demande de financement, tous les cochercheurs et cochercheuses doivent donner leur consentement pour leur participation à partir de la section « En tant que cochercheur ou cochercheuse » de leur Portfolio électronique FRQnet.

8. Dates importantes

Le formulaire de prédemande, rempli en ligne sur le Portfolio électronique FRQnet du chercheur principal ou de la chercheuse principale, doit être transmis au plus tard le **mercredi 24 janvier 2024 à 16 heures**, de même que les documents à joindre.

L'annonce des résultats de l'évaluation de pertinence est prévue dans la semaine du 16 février 2024 et se fera par courriel.

Le formulaire de demande de financement, rempli en ligne sur le Portfolio électronique FRQnet, du chercheur principal ou de la chercheuse principale, doit être transmis au plus tard le **mercredi 10 avril 2024 à 16 heures**, de même que les documents à joindre.

L'approbation de l'établissement gestionnaire est obligatoire à l'étape de la demande complète. Il est de la responsabilité de la chercheuse principale ou du chercheur principal de s'assurer que son formulaire de demande est transmis puis approuvé par son établissement dans les délais prescrits.

L'annonce officielle des résultats est prévue dans la semaine du 10 juin 2024.

9. Renseignements

Pour obtenir plus d'informations sur ce concours : actions-concertees.sc@frq.gouv.qc.ca

- Valérie Beausoleil, responsable de programmes : 1(514) 873-2114 poste 4200
- Karine Gendron, responsable de programmes : 1 (418) 643-7582 poste 3175

Pour des questions d'ordre technique : actions-concertees.sc@frq.gouv.qc.ca

- Élisabeth Pelletier, technicienne en administration : 1 (418) 643-7582 poste 3182

10. Annexe 1 — Précisions sur les documents à joindre dans les formulaires

CV commun canadien (CCV) et types de CV requis pour les cochercheurs et cochercheuses

Veillez consulter les documents [Préparer un CV pour les Fonds](#) et [fichier joint des contributions détaillées](#).

Documents additionnels

Des documents additionnels sont requis à l'étape de la demande de financement pour les chercheuses et chercheurs suivants :

- Cochercheurs et cochercheuses répondant au statut 4a), 4b), 4c)
- Cochercheurs et cochercheuses répondant au statut 4e)
- Chercheurs et chercheuses à la retraite
- Chercheurs et chercheuses sous octroi
- Chercheurs cliniciens et chercheuses cliniciennes
- Chercheurs et chercheuses de collègue

CV abrégé de chaque cochercheur ou cochercheuse répondant au statut 4a), 4b), ou 4c)

À joindre par le chercheur principal ou la chercheuse principale dans la section « Autres documents » de son formulaire de demande de financement, en un seul fichier PDF.

Chaque CV abrégé doit respecter les [règles de présentation du CV abrégé](#).

Lettre de motivation ou d'intérêt à participer au projet pour chaque cochercheur ou cochercheuse répondant au statut 4e)

À joindre par le chercheur principal ou la chercheuse principale dans la section « Autres documents » de son formulaire de demande de financement, en un seul fichier PDF.

Veillez utiliser le formulaire prévu pour la [lettre de motivation ou intérêt à participer au projet — cochercheurs et cochercheuses de statut 4e\) — FRQSC](#) disponible également à partir de la Boîte à outils.

Lettre pour chercheur ou chercheuse à la retraite

À joindre par le chercheur principal ou la chercheuse principale dans la section « Autres documents » de son formulaire de demande de financement, en un seul fichier PDF.

Les chercheuses ou chercheurs à la retraite doivent fournir une lettre de l'établissement universitaire indiquant qu'ils possédaient, avant leur départ à la retraite, un poste régulier de professeure ou professeur, qu'ils bénéficieront pour la durée de la subvention d'un local et du

soutien logistique nécessaire à la réalisation de leurs activités de recherche et qu'ils continueront, le cas échéant, à former des étudiantes et des étudiants. Une lettre trop peu documentée pourrait entraîner la non-admissibilité de la personne retraitée.

Lettre pour chercheur ou chercheuse sous octroi

À joindre par le chercheur principal ou la chercheuse principale dans la section « Autres documents » de son formulaire de demande de financement, en un seul fichier PDF.

Les chercheuses ou chercheurs universitaires, chercheuses universitaires cliniciennes ou chercheurs universitaires cliniciens occupant au sein de leur université un poste ne menant pas à la permanence (chercheuses ou chercheurs sous octroi) doivent fournir une lettre de l'établissement universitaire indiquant qu'ils conserveront ce statut pour toute la durée de la subvention. Une lettre trop peu documentée pourrait entraîner la non-admissibilité de la personne sous octroi.

Lettre pour chercheur-clinicien ou chercheuse clinicienne

À joindre par le chercheur principal ou la chercheuse principale dans la section « Autres documents » de son formulaire de demande de financement.

Les chercheuses cliniciennes ou chercheurs cliniciens doivent fournir une lettre de la direction du département clinique ou de la doyenne ou du doyen de la faculté précisant combien d'heures seront dégagées des obligations cliniques des cochercheuses et cochercheurs pour réaliser leur projet de recherche (seulement pour les personnes qui ne sont pas titulaires d'une bourse de carrière du FRQSC ou du FRQS).

Justification pour chercheuse ou chercheur de collègue

À joindre par le chercheur principal ou la chercheuse principale dans la section « Dégagement—collèges » de son formulaire de demande de financement.

Il revient au chercheur principal ou à la chercheuse principale d'identifier chaque cochercheur ou cochercheuse de collègue pour lesquels est demandé un dégagement de tâches d'enseignement et/ou un supplément statutaire. Devront y être précisés, pour chaque cochercheur ou cochercheuse de collègue invité.e à rejoindre la composition de l'équipe :

- le nom de la ou des personne(s) bénéficiaire(s) du dégagement de tâches d'enseignement et/ou du supplément statutaire ainsi que son établissement collégial de rattachement,
- l'estimation du montant réclamé pour le dégagement d'enseignement, le cas échéant,
- le rôle joué par cette personne dans consolidation ou le déploiement de la recherche proposée,
- la demande de supplément statutaire de 7 000 \$, le cas échéant,
- la justification de l'utilisation des fonds alloués spécifiquement à son implication.

Précisions pour les chercheuses et chercheurs de collège

Les chercheuses et chercheurs de collège inscrits dans une demande de subvention à titre de chercheuse principale ou chercheur principal ou de cochercheuse ou cochercheur peuvent bénéficier (sous réserve des crédits disponibles), d'un montant statutaire de 7 000 \$ par an et demander un dégagement de tâches d'enseignement en vertu du programme [Soutien à la recherche au collégial \(CHZ\)](#). Les chercheuses et chercheurs de collège pressentis comme cochercheuses ou cochercheurs n'ont pas de formulaire à compléter au stade du dépôt de la demande complète. En cas d'octroi, et à la suite de l'acceptation du financement par la chercheuse principale ou le chercheur principal, le cas échéant, le formulaire les concernant spécifiquement (incluant celui de la chercheuse principale ou du chercheur principal) sera rendu disponible dans leurs Portfolios électroniques FRQnet. Toutefois, leurs CCV ainsi que le fichier joint des contributions détaillées qui l'accompagne doivent être transmis avec le formulaire de demande complète, comme ceux de tous les autres cochercheuses et cochercheurs. Les personnes qui désirent se prévaloir de ce supplément sont invitées à lire les règles complètes de ce programme.

11. Annexe 2 — Propriété intellectuelle

Reconnaissance des droits de propriété intellectuelle

Les Parties reconnaissent la propriété intellectuelle des Titulaires d’octrois et de leurs établissements sur les données brutes originales, les travaux de recherche intérimaires et les résultats de recherche découlant des travaux financés dans le cadre de l’Entente. Les Parties adhèrent au Plan d’action en gestion de la propriété intellectuelle dans les universités et les établissements du réseau de la santé et des services sociaux où se déroulent des activités de recherche (gouvernement du Québec, Dépôt légal 2002, Bibliothèque nationale du Québec, ISBN : 2 550 39429 1) et aux [Règles générales communes](#) des FRQ en matière de propriété intellectuelle, et se conforment aux pratiques en vigueur dans le milieu de la recherche académique.

Droits du partenaire concernant le rapport de recherche et sur la partie du rapport administratif final qui comprend un résumé des résultats scientifiques

Les partenaires et le Fonds peuvent utiliser (à des fins de reproduction, de traduction, de communication au public par quelque moyen que ce soit, de représentation ou d’exécution en public, de réalisation de travaux de recherche ultérieurs, etc.) le rapport de recherche et le rapport final FRQnet qui comprend un résumé des résultats scientifiques. Le FRQSC s’assure auprès des titulaires d’octroi, qu’ils détiennent tous les droits permettant cette utilisation par les Parties et s’engage à obtenir de leur part un engagement par voie électronique de leur acceptation des termes et des conditions rattachées à l’octroi ou par tout autre moyen approprié compte tenu du mode de gestion du concours convenu entre les Parties.

Délai de divulgation publique du rapport final

Tel que mentionné dans le [Programme Actions concertées ainsi que dans les Appels de propositions](#), dans le cas où les Parties requièrent un délai de divulgation du rapport de recherche final ou des rapports de recherche intérimaires par le ou la Titulaire d’un octroi, les Parties et les Partenaires, le cas échéant, s’entendent avec le ou la Titulaire d’un octroi quant au délai à respecter avant de divulguer ces documents. Ce délai ne devrait pas excéder un (1) mois suivant la validation administrative par le FRQSC et la transmission du document aux Ministres et aux Partenaires, le cas échéant. Exceptionnellement, un délai plus long peut être convenu lorsqu’un événement majeur est prévisible, tel que la tenue d’une commission parlementaire. Dans ce cas, le délai est discuté par les Parties et le ou la Titulaire d’un octroi lors d’une rencontre de suivi.

Citations appropriées


Le partenaire et le Fonds s’engagent à respecter les règles de citations habituelles en milieu universitaire en toute circonstance, notamment dans le cas de travaux ultérieurs qui s’appuieraient sur les résultats de recherche.

12. Annexe 3 — Dépenses admissibles

TYPE DE SECTION	CATÉGORIE	SYNTHÈSE DES CONNAISSANCES
Soutien aux étudiantes et étudiants — rémunération	Étudiantes et étudiants du collégial — rémunération (incluant les avantages sociaux)	
	Étudiantes et étudiants de 1 ^{er} cycle — rémunération (incluant les avantages sociaux)	
	Étudiantes et étudiants de 2 ^e cycle — rémunération (incluant les avantages sociaux)	
	Étudiantes et étudiants de 3 ^e cycle — rémunération (incluant les avantages sociaux)	
	Stagiaires postdoctoraux — rémunération (incluant les avantages sociaux)	
Soutien aux étudiantes et étudiants — bourses et compléments de bourses	Étudiantes et étudiants du collégial — bourses	*
	Étudiantes et étudiants de 1 ^{er} cycle — bourses	*
	Étudiantes et étudiants de 2 ^e cycle — bourses	*
	Étudiantes et étudiants de 3 ^e cycle — bourses	*
	Stagiaires postdoctoraux — bourses	*
Soutien au personnel hautement qualifié	Techniciennes et techniciens de recherche — rémunération (incluant les avantages sociaux)	
	Professionnelles et professionnels de recherche — rémunération (incluant les avantages sociaux)	
Soutien au personnel administratif	Personnel administratif — rémunération (incluant les avantages sociaux)	

TYPE DE SECTION	CATÉGORIE	SYNTHÈSE DES CONNAISSANCES
Soutien aux chercheuses et chercheurs et aux partenaires	Chercheuses et chercheurs de collège — Dégagement	**
	Chercheuses et chercheurs de collège — Soutien salarial	
	Chercheuses et chercheurs universitaires — Dégagement	
	Partenaires — Dégagement	
Honoraires et dédommagement	Conférencières et conférenciers invités	
	Chercheuses et chercheurs invités	
	Services ou expertises scientifiques ou non scientifiques	
	Artistes professionnels	
	Participant·es et participants de l'étude	
Frais de déplacement et de séjour	Déplacements liés à la recherche	
	Congrès (séminaires, symposiums, conférences)	
Matériel, équipements et ressources***	Matériel et fournitures de recherche	
	Sécurité et élimination sûre des déchets	
	Équipements (achat, location, coûts d'exploitation, entretien, installation, réparation)	
	Ressources liées aux activités cliniques	
	Animaux de laboratoire	
	Transport de matériel et d'équipement	
	Achat et accès à des banques de données	
Frais de télécommunication	Télécommunications	

TYPE DE SECTION	CATÉGORIE	SYNTHÈSE DES CONNAISSANCES
Frais de diffusion et de transfert de connaissances	Reprographie et traduction	
	Publications démontrant la contribution de la production à l'avancement des connaissances, destinées à la communauté de la recherche	
	Publications en libre accès — revues par les pairs	
	Plateformes numériques : sites Web et médias sociaux	
	Organisation d'événements ou d'activités	

 Dépenses non admissibles

- * La bourse doit être directement en lien avec la réalisation du projet.
- ** Ces fonds (dégagement de la tâche d'enseignement et supplément statutaire) s'ajoutent au montant de la subvention demandé et sont conditionnels à la disponibilité des crédits au moment de l'octroi des subventions.
- *** Deux soumissions de deux fournisseurs différents sont exigées lorsque le coût d'un service ou d'un équipement dépasse 20 000 \$.